

Panorama des initiatives environnementales durables de la filière cannière australienne

« Ces dernières années, et malgré la croissance continue de la production, des signes encourageants montrent que le secteur agricole est capable, de mieux faire face aux défis environnementaux auxquels il est confronté, lorsque des politiques appropriées sont mises en place » [OCDE¹ – Agriculture et Durabilité – message clé].

A l'échelle mondiale, le secteur agricole est confronté au double défi de devoir :

- fournir une alimentation suffisante et nutritive à une population croissante,
- préserver l'environnement et les ressources naturelles pour les générations futures.

Souveraineté alimentaire et durabilité (essentiellement sous son angle environnemental dans les pays développés) se retrouvent ainsi au cœur des politiques publiques ou initiatives agricoles dans un grand nombre de pays.

Que ce soit pour i) répondre à des exigences réglementaires ii) faire valoir et certifier de manière volontaire l'impact positif de changements de pratiques : exposer les efforts de durabilité de son exploitation et plus généralement du secteur agricole est devenu incontournable.

Il n'en reste pas moins que les efforts et indicateurs utilisés peuvent différer : d'un secteur à un autre ou d'une région / d'un pays à un autre.

Cette étude – loin d'être exhaustive – détaille certaines démarches agricoles durables existantes en Australie pour lesquelles les exploitations cannières sont mobilisées.

L'objectif : mieux comprendre et objectiver comment l'enjeu de durabilité est traité en dehors du bloc communautaire européen.

¹ <https://www.oecd.org/fr/themes/agriculture-et-durabilite.html>

Table des matières

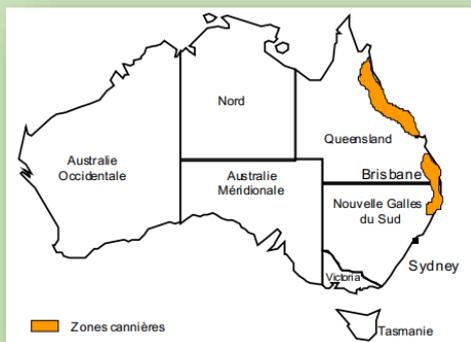
I. L'AGRICULTURE AUSTRALIENNE ET L'ORGANISATION DE LA R&D DU SECTEUR AGRICOLE	- 3 -
I.1. GOUVERNANCE DES POLITIQUES AGRICOLES ET ENVIRONNEMENTALES : PRIORITE AU LOCAL	- 3 -
I.2 RECHERCHE, DEVELOPPEMENT ET INNOVATION EN AGRICULTURE : LE ROLE CLE DES RDC	- 4 -
II. INITIATIVES CIBLEES SUR L'AMELIORATION DE LA DURABILITE DE LA CULTURE CANNIERE	- 5 -
II.1. LE SMARTCANE BPM : CERTIFICATION VOLONTAIRE ET GUIDE DES BONNES PRATIQUES POUR LES EXPLOITATIONS CANNIERES	- 6 -
II.2. LA DURABILITE COMME ENJEU GENERATEUR DE REVENU ?	- 8 -
III. INITIATIVES NATIONALES EN MATIERE DE DURABILITE POUR LES EXPLOITATIONS AGRICOLES	-11 -
III.1. LA « ROADMAP 2030 »	- 11 -
III.2. LE CADRE AUSTRALIEN DE DURABILITE AGRICOLE	- 12 -
III.3. INITIATIVES « RESILIENCE »	- 13 -
IV. CONCLUSION	- 14 -

I – L’agriculture australienne et l’organisation de la R&D du secteur agricole

Traditionnellement qualifiée de « productive », le secteur agricole australien permet au pays d’afficher une autonomie alimentaire satisfaisante² : un point particulièrement stratégique compte tenu du fait que le pays est une « île ».

Très largement tourné vers l’international (en raison là aussi de son caractère insulaire), le pays exporte de nombreuses productions agricoles sur les marchés internationaux : la Chine, le Japon et les Etats-Unis étant trois (3) destinations majeures³.

La **canne à sucre australienne** est cultivée exclusivement sur la bordure maritime nord-est du pays à cheval sur deux « états » : le **Queensland** pour 95% et la **Nouvelle-Galles du Sud** (New South Wales) pour 5%* de la production nationale.



Le pays compte 21 sucreries pour 340 000 ha de canne.

<https://asmc.com.au/sugar-industry-overview/>
<https://asmc.com.au/sugar-industry-overview/statistics/>

D’un point de vue géographique, le secteur agricole australien est par ailleurs fortement régionalisé. Tandis que le centre du pays est tourné vers l’élevage extensif, les côtes Sud et Est du pays sont orientées sur les productions végétales : grandes cultures, cultures industrielles et fruits/légumes/noix notamment.

I.1. Gouvernance des politiques agricoles et environnementales : priorité au local

L’Australie est un état fédéral regroupant **deux systèmes de gouvernements** qui agissent : **dans les Etats et Territoires existants⁴** (niveau fédéré) d’une part **et au niveau national** (niveau fédéral) d’autre part.

Dans les faits, les **politiques agricoles et environnementales font très souvent l’objet de règles locales** propres à chaque Etat ou Territoire. Des textes fédéraux existent toutefois, à l’image de l’« Environmental Protection and Biodiversity Conservation Act »,

du « Water Act » ou du « Biosecurity Act ».

A noter enfin que la réglementation locale est sous la supervision d’un ministère de l’agriculture (ou ministère de tutelle) propre à chacun des Etats et Territoires du pays.

² En vertu de l’indice de sécurité alimentaire de l’« Economist Impact », l’Australie se situe au 22^{ème} rang des 113 pays évalués en 2022. Elle est par ailleurs 48^{ème} sur le critère « disponibilité » : <https://impact.economist.com/sustainability/project/food-security-index#introduction>

³ <https://www.agriculture.gov.au/abares/products/insights/snapshot-of-australian-agriculture#around-72-of-agricultural-production-is-exported>

⁴ New South Wales, Victoria, Queensland, South Australia, Western Australia, Tasmania, Northern Territory et Australian Capital Territory).

Par analogie avec l'UE et d'un point de vue réglementaire, le **gouvernement fédéral** joue un rôle centralisateur qui se rapproche de celui joué par la **Commission Européenne** tandis que **Etats et Territoires** jouent le rôle des **Etats Membres**.

Quant aux **directives européennes**, elles correspondent aux « **Acts** » fédéraux qui sont ensuite « **transposés** » localement par les **Etats et Territoires**.

I.2 Recherche, développement et innovation en agriculture : le rôle clé des RDC

A l'échelon fédéral, le gouvernement australien affiche la volonté d'atteindre un haut niveau de performances économiques, environnementales et sanitaires. Pour cela, le pays soutient l'innovation, la recherche et le développement (R&D).

Au sein du secteur agricole, cette R&D est principalement portée par **15 structures** appelées « sociétés de recherche et de développement rural » ou **RDCs**⁵. Les RDCs regroupent des entités publiques « fédérales » ainsi que des entités sectorielles à statut mixte privé-public qui sont alors financées par les secteurs eux-mêmes tout en bénéficiant d'un cofinancement par le gouvernement dans le cadre de certains projets R&D menés.

Par analogie avec le fonctionnement français de la R&D dans le secteur agricole, on peut considérer que les **RDCs australiennes** sont assez similaires aux **instituts techniques agricoles**.

La filière canne est « intégrée » dans deux RDCs : l'une publique (**AgriFutures Australia**) et l'autre privée-publice (**Sugar Research Australia** ou **SRA**).

Par analogie avec le fonctionnement français de la R&D dans le secteur agricole, l'**ACTA** joue un rôle assez similaire à celui d'**AgriFutures Australia** dans son rôle de coordination et de soutien à l'innovation agricole.

Quant au **SRA**, c'est un équivalent plus proche de l'**Institut Technique de la Betterave**. Le SRA a toutefois un rôle plus transversal en contribuant à certains **travaux portant sur des aspects industriels** en collaboration avec l'aval de la filière.

Au sein de la RDC « **AgriFutures Australia** » c'est par le biais de la fédération nationale des agriculteurs⁶ (NFF qui par certains côtés s'apparente à une sorte de FNSEA australienne) que les canniers sont représentés.

Côté RDC « **SRA** », l'organisation est financée par les contributions des planteurs et producteurs de sucre.

⁵https://www.agriculture.gov.au/agriculture-land/farm-food-drought/innovation/research-and-development-corporations-and-companies#statutory-rdcs_2

⁶ Sont représentés pour les producteurs de canne : AgForce Queensland, Cane Growers et Queensland Farmers' Federation.

Indépendamment de cette organisation, **d'autres structures sont motrices dans l'amélioration du niveau de durabilité des exploitations cannières** : il s'agit de **CaneGrowers** (équivalent de la CGB en France) et l'**Australian Cane Farmers Association** toutefois plus minoritaire.

CaneGrowers représente environ 75% des producteurs de cannes à sucre du Queensland alors que l'Australian Cane Farmers Association regroupe environ 10 à 15% les producteurs de canne.

Les deux entités sont présentes au sein de la Queensland Farmers Federation⁷ qui regroupe et représente les intérêts collectifs des agriculteurs de l'ensemble du secteur agricole du Queensland.

II - Initiatives ciblées sur l'amélioration de la durabilité de la culture cannière

Qu'ils soient nationaux ou territoriaux, des programmes orientés sur l'amélioration des pratiques agricoles cannières existent en Australie.

Si les activités de R&D du **SRA** se concentrent en priorité sur l'amélioration de la productivité cannière (optimisation des pratiques, gestion des sols, lutte contre les maladies et ravageurs, optimisation de l'irrigation, développement de nouvelles technologies) et la réduction des coûts de production, l'organisation cogère – en partenariat avec des entreprises sucrières ou certaines universités comme celle du Queensland – une longue liste de projets. L'un de ces projets [2021/008]⁸ intitulé « **Develop a Sustainability Framework for Australian Sugar and Sustainability Report in collaboration with stakeholders** » associe tous les acteurs de la filière sucrière australienne.

Il a pour but de :

- constituer un groupe de travail filière dédié au sujet de la durabilité,
- développer, à l'échelle de la filière, un cadre de reporting sur les enjeux de durabilité avec des indicateurs et certains cas d'études ou exemples d'initiatives « terrain »,
- fixer des objectifs et pouvoir en mesurer l'atteinte d'un point de vue quantitatif.

Ce projet illustre l'**orientation « filière »** prise par le secteur sucrier australien pour travailler et communiquer sur les enjeux de durabilité.

Ce projet arrivant à échéance en Novembre 2024, il serait utile que des informations complémentaires soient collectées sur les résultats et impacts concrets de cette démarche.

⁷ <https://www.qff.org.au/farming-in-qld/cane/>

⁸ [Projects - Sugar Research Australia](#)

II.1. Le SmartCane BPM : certification volontaire et guide des bonnes pratiques pour les exploitations cannières



Initiative volontaire, le Smartcane BMP⁹ est un programme développé par l'association CaneGrowers qui est destiné à promouvoir une agriculture durable tout en améliorant la rentabilité de l'exploitation.

Le SmartCane BMP repose sur le respect d'un guide de bonnes pratiques permettant au planteur d'aller jusqu'à une certification de son exploitation. Ces bonnes pratiques sont regroupées sous 8 modules (Figure 1). Seuls trois modules sont toutefois rendus obligatoires pour faire certifier son exploitation cannière. Il est intéressant de constater que ces modules sont centrés sur le volet environnemental de la durabilité et concerne :

- L'amélioration de la santé des sols,
- La gestion de l'eau (irrigation et drainage),
- La réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires.

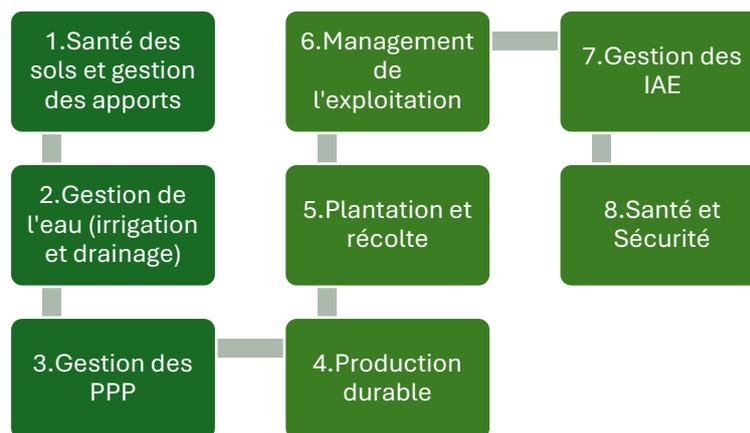


Figure 1 : les huit modules de la certification SmartCane BMP. Source ARTB à partir des données CaneGrowers

Cette accréditation, allouée par un tiers indépendant, est donc une manière pour l'amont agricole de la filière sucrière australienne de fournir des gages quant aux efforts environnementaux qui sont réalisés sur les exploitations cannières.

Très concrètement, la centralisation des données pour chaque module est possible via une plateforme d'enregistrement des pratiques qui permet :

- de servir de support d'enregistrement pour valider la certification Smartcane BMP,
- d'aider les producteurs à suivre et améliorer leurs pratiques au fil du temps,
- d'assurer la transparence des pratiques mises en œuvre dans les exploitations.

Cette centralisation des données agricoles permet par ailleurs d'alimenter l'AASF [voir [Cadre Australien de la Durabilité](#)].

⁹ BPM : Best Management Practices

Bien que le détail des données faisant l'objet d'un suivi ne soit pas public, l'étude des 8 modules suggèrent que des indicateurs quantitatifs (Figure 2) objectivent cette démarche.

Modules	Données associées = indicateurs
<p>Santé des sols et gestion des apports</p> <p>Gestion de l'eau</p> <p>Gestion des adventices, ravageurs et maladies</p> <p>Semis et récoltes</p> <p>SAU et IAE de l'exploitation</p>	<p>Sol : compaction, travail du sol, salinité, analyses de sol</p> <p>Eau : calendrier d'irrigation, quantités utilisées et origines de la source d'eau, recensement des pratiques limitant le ruissellement et le drainage</p> <p>Intrants : bilan azoté, produits de traitements et nombre d'application (carnets de traitements)</p> <p>Déchets : eaux usées et résidus de culture</p> <p>Pratiques : préparation des sols, matériels</p> <p>Exploitation : Cartographie, rotation, gestion des</p>
<p>Gestion économique</p> <p>Santé et sécurité au travail</p> <p>Produire durable : certification</p>	<p>Coûts de production, rentabilité et investissements</p> <p>Gestion du personnel et des infrastructures</p> <p>Exigences de la chaîne d'approvisionnement</p>
<p>Gestion administrative : suivi et enregistrements des pratiques, outils d'optimisation</p>	

Figure 2 : Modules et indicateurs du programme Smartcane BMP

A ce jour, un peu moins de 170 000 ha de canne sont certifiés « Smartcane BMP » soit environ la moitié des surfaces cultivées dans le pays.

La certification par tiers proposée dans la démarche SmartCane BPM – qui reste une initiative volontaire – est un point important qui vient compléter le guide et les recommandations de bonnes pratiques proposé par CaneGrowers (et qui est de ce point de vue est assimilable au guide culture de l'ITB).

La **capacité à collecter et centraliser des données agricoles** grâce à cette certification et la plateforme d'enregistrement associée constitue en outre un point original qui vient faciliter la quantification des efforts faits par les exploitations cannières à une échelle filière.

Ceci pourrait être une piste intéressante à explorer au sein de la filière betteravière française.

II.2. La durabilité comme enjeu générateur de revenu ?

II.2.1. Les Reef Credits

Véritable icône et outil de promotion du tourisme, la Grande Barrière de Corail est au cœur d'une activité économique clé pour le pays.

A cet égard, l'association australienne « Reef Trust » a lancé un programme de durabilité à long terme intitulé « Reef 2050¹⁰ ».

Associant le gouvernement australien, le gouvernement du Queensland, la fédération des agriculteurs du Queensland et plus particulièrement les producteurs de canne à sucre, ce programme s'articule autour de 4 axes (Figure 3) dont le premier vise à « l'amélioration de la qualité de l'eau qui atteint le récif [...] ».

C'est dans cette logique que plus d'une dizaine de projets – associant les producteurs de canne - financés par le gouvernement ont vu le jour depuis 2016.

Au-delà de réduire les impacts environnementaux sur la Grande Barrière de Corail, ces projets offrent une valorisation des efforts faits par les agriculteurs au moyen de « Reef Credits ».

Assez similaire au fonctionnement du marché volontaire des crédits carbone (Figure 4), les Reef Credits¹¹ sont spécifiquement conçus pour encourager des actions qui réduisent la pollution des eaux alimentant la Grande Barrière de Corail, en particulier celles réduisant les apports d'azote.



Figure 4 : équivalence d'un Reef Credit : Un crédit de récif équivaut à une réduction vérifiée d'un kilogramme d'azote inorganique dissous ou de 538 kilogrammes de sédiments fins. Source ARTB.

En pratique, les producteurs agricoles et propriétaires fonciers génèrent des Reef Credits en adoptant des pratiques agricoles telles que :

- La **réduction du recours aux engrais azotés** pour la culture cannière (optimisation des doses et période d'application) qui peut permettre de générer 2 à 5 Reef Credits,
- La **gestion améliorée des pâturages** qui peut permettre de générer, en moyenne, 1 Reef Credit,
- L'**installation de bandes tampons végétalisées** à proximité des cours d'eau qui peut générer de 10 à 15 Reef Credits.

¹⁰<https://www.dcceew.gov.au/parks-heritage/great-barrier-reef/protecting/reef-2050-plan#:~:text=The%20Reef%202050%20Plan%20is,the%20latest%20knowledge%20and%20science.>

¹¹ <https://eco-markets.org.au/reef-credits/>

Ces crédits sont ensuite vendus sur un marché à des acheteurs tels que des entreprises, des gouvernements ou des ONG, qui cherchent à compenser leur impact environnemental ou à soutenir des projets de conservation.

A date, près de 53 000 Reef Credits ont été produits et 41 000 ont été achetés. En 2023, le prix de ces crédits était le plus souvent dans une fourchette unitaire comprise entre 20 AUD et 50 AUD soit environ 12 à 31 EUR.

Les « Reef Credits » démontrent combien le **volet environnemental de la durabilité** dans les exploitations cannières est **orienté « gestion de l'eau »** avec comme principal objectif de protéger la barrière de corail australienne.

Les **enjeux carbone semblent moins prépondérants** que dans le cas européen (ce qui est peut-être à mettre en lien avec la capacité d'autonomie des usines pour subvenir à leurs besoins énergétiques via la bagasse).

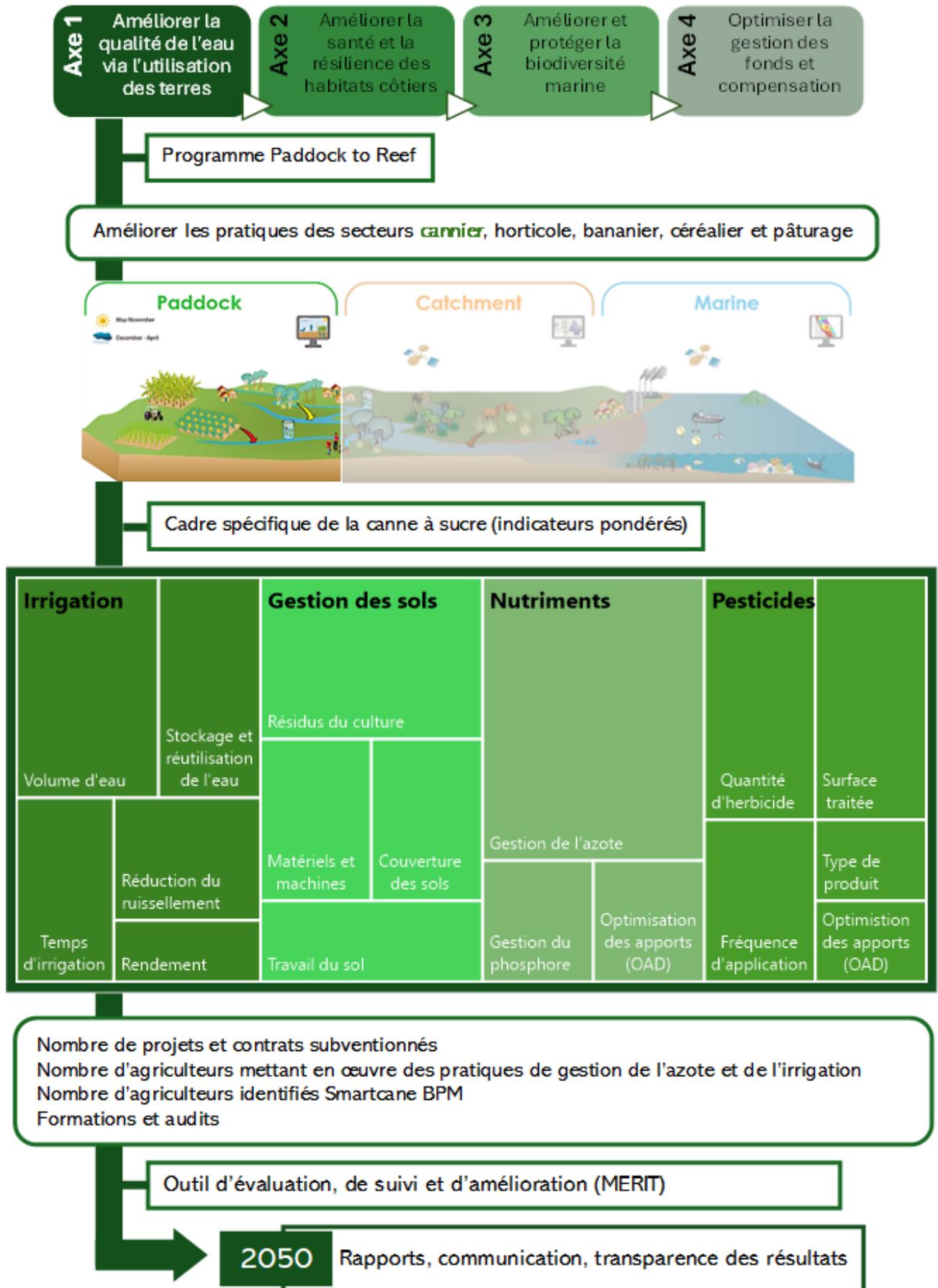


Schéma n° 3 : Structure, objectifs et indicateurs de programme Reef Trust 2050

II.2.2. Le projet Uplift¹²

Il s'agit d'un projet qui récompense les producteurs de canne à sucre, livrant à la MSF Sugar¹³ dès lors qu'ils modifient leur système d'exploitation pour :

- améliorer la santé des sols,
- réduire le temps et les coûts opérationnels,
- améliorer la qualité de l'eau.

En s'engageant dans cette démarche privée, l'agriculteur peut cumuler quatre types d'aides:

- Via une couverture allant jusqu'à 50% du coût de ses dépenses permettant de réduire l'érosion des sols : drainage souterrain, pièges à sédiments par exemple,
- Des prêts à taux zéro pour l'achat d'équipements,
- des conseils agronomiques individuels par les équipes du service agronomique de MSF Sugar,
- Un soutien administratif (gestion et suivi des demandes de subvention).

L'originalité de cette démarche - qui se rapproche des primes agroécologiques existant en Union Européenne – réside dans **l'accompagnement et le suivi de demandes de subvention ou d'aides financières que l'industriel propose à ses agriculteurs.**

Cela pourrait être une piste de développement intéressante à explorer.

III. Initiatives nationales en matière de durabilité pour les exploitations agricoles

Ces démarches ne sont pas spécifiques des exploitations cannières. Elles viennent compléter ou orienter les efforts faits par toutes les exploitations agricoles australiennes.

III.1. La « Roadmap 2030 »

Il s'agit plus d'une « feuille de route¹⁴ » que d'une véritable démarche durabilité en tant que telle. Développée par la NFF, elle se décline en 5 piliers avec des objectifs de performance les plus souvent très bien précisés.

Si tous les maillons des chaînes de valeur sont inclus et concernés par cette feuille de route, les objectifs suivants concernent spécifiquement les exploitations agricoles :

- Obtenir une valorisation des services écosystémiques produits par les exploitations agricoles qui représentent 5% de leur chiffre d'affaires,
- Améliorer de 20% l'efficacité de l'irrigation sur les exploitations agricoles,

¹² <https://www.msfsugar.com.au/project-uplift/>

¹³ MSF Sugar est une entreprise sucrière qui transforme 650 000 tonnes de canne à sucre cultivées sur 9 700 ha.

¹⁴ https://nff.org.au/wp-content/uploads/2020/02/NFF_Roadmap_2030_FINAL.pdf

- Maintenir le niveau des surfaces agricoles australiennes au niveau de 2018,
- Garantir 50% de l’approvisionnement énergétique des exploitations est d’origine renouvelable,
- Garantir que 90% des exploitations ont mis en place un plan de succession.

Pour effectuer ces changements, le recours à des « prêts verts¹⁵ » est proposé.

III.2. Le cadre australien de durabilité agricole

Outre sa « feuille de route 2030 », la NFF a développé un cadre australien de durabilité agricole : l’Australian Agricultural Sustainability Framework¹⁶ (AASF). L’objectif : fournir des rapports annuels permettant de rendre compte des efforts réalisés sur le sujet.

Sur le papier, ce cadre est constitué de 17 principes sur les 3 piliers de la durabilité dont 7 pour le pilier environnemental (Figure 5). Véritable reporting de données ESG [environnementales, sociales et de gouvernance] qui mobilise l’ensemble des acteurs de la chaîne de valeur agricole, ce cadre fait le lien entre amont agricole et aval industriel en s’inspirant des référentiels durables mondiaux existants tels que : GRI, SASB, et SAI.

Il reste toutefois encore difficile de se faire un idée concrète des rendus du premier rapport qui devrait être disponible prochainement.



Figure 5 : Les 7 principes du pilier environnemental du cadre Australien de la durabilité. Source ARTB à partir des données de l’AASF

Les objectifs de l’AASF sont multiples et à plusieurs échelles :

1. Exploitation : pour rendre compte de l’engagement de l’agriculteur dans une ou plusieurs démarche(s) vertueuse(s),
2. Filière : sert d’outil de mesure durable commun entre structures du secteur agricole,
3. Pays : une ambition de permettre aux parties prenantes d’évaluer, de promouvoir et de comparer la durabilité – échelon national et mondial – de l’agriculture australienne.

Par analogie avec l’UE, le RIDEA¹⁷ doit permettre de réconcilier les échelles « exploitation » et « pays » mais la dimension filière n’y est pas présente.

¹⁵ Pour plus de détail sur les prêts verts et la finance durable : <https://www.artb-france.com/nos-analyses/environnement-durabilite/587-finance-durable.html>

¹⁶ <https://aasf.org.au/>

¹⁷ Pour des informations détaillées sur le RIDEA et les autres sources de données « durabilité » : <https://www.artb-france.com/nos-analyses/environnement-durabilite/581-la-donnee-environnementale-durable.html>

Il serait utile d'analyser en détail **comment l'AASF intègre la dimension filière dans son rapport à paraître**. Le cas échéant, s'inspirer de ce travail pourrait être une piste à explorer.

III.3. Initiatives « Résilience »

Le « Futur Drought Fund¹⁸ » (FDF) ou programme de résilience climatique des exploitations agricoles informe les agriculteurs depuis 2019 et les accompagne dans l'amélioration de leurs pratiques. Il cible avant tout l'investissement dans des infrastructures facilitant l'accès et la gestion de l'eau pour faire face aux périodes de sécheresse.

Le FDF s'applique dans chaque territoire – dont le Queensland et la Nouvelle-Galles du Sud.

Le fonds national mis à disposition s'accompagne de fonds du « Drought and Climate Adaptation Program » (DCAP) - programme spécifique du Queensland – pour une formation et des ateliers effectués sur le terrain.

L'initiative Business Essentials Program¹⁹ (BEP) proposé par l'association CaneGrowers est un parfait exemple des finalités possibles et concrètes de ce type de programme : des outils pratiques de gestion et des ateliers de formation sont ainsi organisés pour aider à une gestion rentable et résiliente des « entreprises » agricoles.

¹⁸ https://www.agriculture.gov.au/agriculture-land/farm-food-drought/drought/future-drought-fund#toc_1

¹⁹ <https://www.canegrowers.com.au/information-hub/what-is-canegrowers-business-essentials>

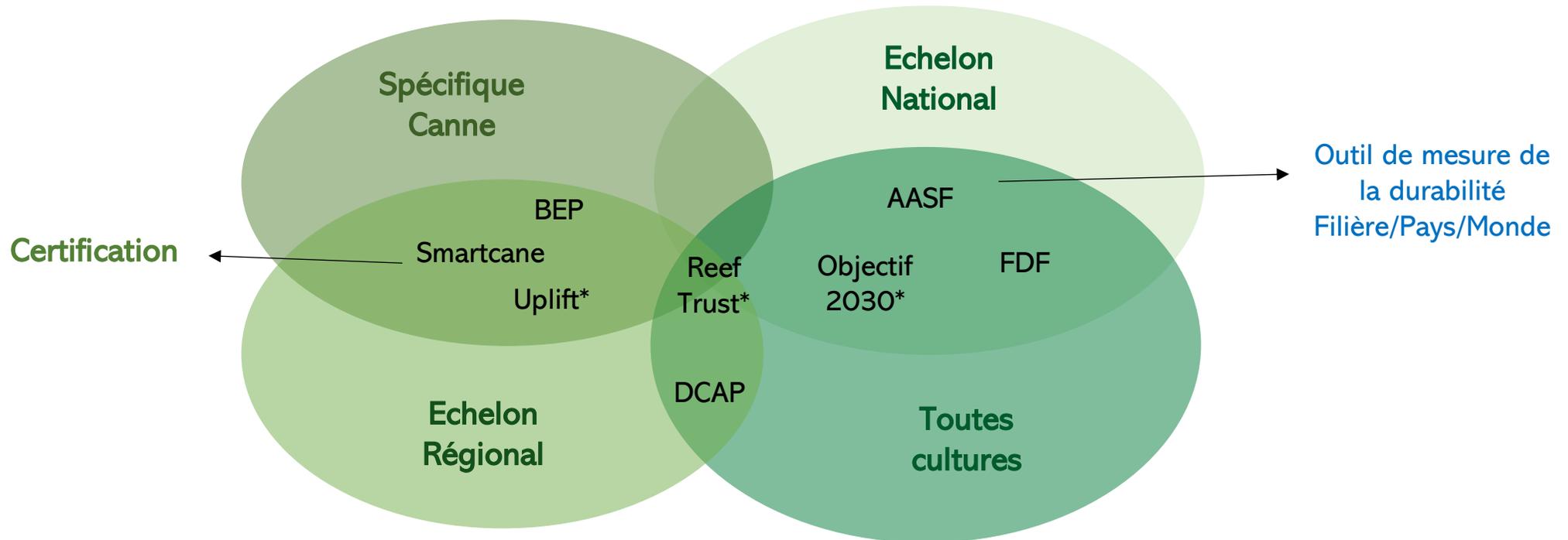
IV. Conclusion

Tandis que l'Union Européenne oriente très fortement le volet environnemental de la durabilité agricole sur la réduction de l'empreinte carbone, l'agriculture australienne semble privilégier les enjeux liés à la gestion de l'eau en cherchant à limiter ses impacts sur sa qualité et sa disponibilité.

Au niveau cannier, en mobilisant tous les acteurs – instituts techniques, entreprises sucrières et agriculteurs – dans une logique incitative « non pénalisante » (logique de la « carotte » plutôt que celle du « bâton »), la filière a visiblement réussi à développer une démarche collective même si certains impacts restent encore difficile à mesurer (plusieurs projets ou démarches arrivant à échéance en 2024).

Il n'en demeure pas moins que ces démarches facilitent l'évolution des pratiques cannières et leur certification, tout en structurant et centralisant la donnée agricole dont la filière a besoin pour « monnayer » ses efforts auprès d'acheteurs internationaux dont le secteur dépend (l'Australie étant un pays agricole très orienté « exportations ») et qui ont des obligations de reporting « durabilité » toujours plus élevées.

Plus globalement, il serait intéressant de regarder comment le cadre australien de durabilité agricole (ou AASF), en cours d'émergence, va se matérialiser et ce que contiendra exactement la base de données (qui devrait être mise en ligne lors du S2 2025) rattachée à cette démarche regroupant tous les secteurs agricoles australiens.



Objectifs :

- Réduire les coûts
- Améliorer la productivité
- Maintenir le rendement
- Optimiser les pratiques
- Réduire l'empreinte environnementale

*Valorisation économique supplémentaire

- Générer du crédit
- Subventions, prêts à taux 0
- Fonds d'investissement, prêts verts

Pour l'exploitation

- Valoriser ses pratiques
- Accès à la formation
- Conseils agronomiques